Les femmes américaines entre féminisation du politique et politisation de l'intime

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux Etats-Unis en 2017 et l'année suivante, l'élection de Jaïr Bolsonaro au Brésil, qui assument l'un et l'autre des discours ouvertement misogynes et anti-LGBTQI+ ont suscité d'innombrables commentaires. Ainsi, l'Amérique du nord et l'Amérique latine, souvent pensées comme des espaces politiques, culturels et économiques distincts, ont dernièrement fait l'objet de questionnements communs qu'il nous semble nécessaire d'explorer au-delà de l'arrivée au pouvoir de forces politiques réactionnaires. Ce numéro de la revue pluridisciplinaire *Textes & Contextes* se propose donc d'examiner la politisation des femmes américaines sous l'angle de la vie privée depuis le début du XXe siècle.

Les femmes n'ont jamais autant occupé de charges électives en Amérique que de nos jours. En Amérique latine, la décennie qui s'achève a été marquée par la féminisation des parlements et par l'élection à la tête de leurs pays respectifs de plusieurs femmes. En Amérique du Nord, la féminisation du monde politique progresse également. En effet, le 116e congrès des États-Unis, élu en 2018, compte une proportion inédite de femmes parmi lesquelles un nombre significatif de femmes aux profils économiques, sociaux et culturels diversifiés 1. Quant au Canada, depuis l'élection de Justin Trudeau en 2015, il est dirigé par un gouvernement paritaire intégrant de nombreuses femmes issues des minorités également.

Si l'arrivée dans l'arène politique de femmes dont le capital social diffère des élites traditionnelles est récente, elle l'est moins dès lors que l'on s'intéresse à des formes de mobilisation qui échappent au jeu électoral. La participation de femmes de toutes origines aux grands événements politiques qui ont structuré l'histoire du continent (conflits coloniaux, indépendances, guerre de sécession) est attestée historiquement et démontre leur engagement dans les processus d'élaboration des projets nationaux. Or l'accès à la sphère publique n'est pas neutre et n'échappe pas aux normes de genre : la construction de l'Etat moderne et les théories du contrat social ont exclu les femmes du politique pour les reléguer à la sphère privée². La seule manière pour elles d'accéder à la sphère publique, et plus encore à l'espace politique, était d'assumer un rôle fondé sur une construction univoque de l'identité féminine autour de la

_

¹ The New York Times et Quartz notent que les identités de ces « toutes premières candidates » sont souvent variées et peuvent se chevaucher : une d'origine somalienne et une autre d'origine palestinienne sont toutes deux les premières élues ayant ces origines ethniques mais elles sont aussi les premières musulmanes élues au Congrès national ; de la même manière, parmi les deux premières Amérindiennes qui ont été élues, l'une est la première représentante de son État ouvertement homosexuelle ; l'élection de 2018 est aussi celle de la victoire des plus jeunes femmes de l'histoire des Etats-Unis gagnant un siège au Congrès. Herman, Elizabeth and Celeste Sloman, "Redefining Representation: The Women of the 116th Congress." The New York Times, 14 Jan. 2019. https://www.nytimes.com/interactive/2019/01/14/us/politics/women-of-the-116th-congress.html;

Timmons Heather, "History was made during the midterms as the US elected a number of 'firsts.'" *Quartz*, 7 Nov. 2018. https://qz.com/1453553/election-history-made-with-first-gay-governor-muslim-congresswomen/.

² Pateman Carole, *Le contrat sexuel*, traduit par Charlotte Nordmann, Paris : La Découverte, Institut Emilie du Châtelet, 2010.

maternité³ et de faire allégeance à des normes masculines tant dans leur vie privée que dans leurs pratiques politiques. Alors que toutes formes de relations interpersonnelles présentent des enjeux de pouvoir, depuis les années 1960, les mouvements féministes proclament que le « personnel est politique ». Elles ont ainsi pointé du doigt les innombrables inégalités induites par la séparation des sphères publiques et privées et par leur hiérarchisation⁴. L'existence même d'un espace privé est remise en question puisque celui-ci n'échappe pas au contrôle politique qui impose, même dans l'intimité, des normes et des identités de genre aux individus.

Avec des chronologies propres à chaque pays, des organisations de femmes s'unissant pour revendiquer de nouveaux droits sont apparues tout au long du XXème siècle. Les premières regroupaient des femmes appartenant, la plupart du temps, aux élites blanches, mais, peu à peu, d'autres discours sont parvenus à s'imposer dans le champ des féminismes. Le *black feminism* apparait aux États-Unis à la fin des années 1960 en réaction au sexisme au sein des mouvements associés au *Black Power* et aux lacunes d'un mouvement féministe alors majoritairement blanc qui laissait de côté les Africaines-Américaines. Il ouvre la voie au développement de réflexions autour du concept d'intersectionnalité qui trouvent aujourd'hui leur prolongement d'une part, dans un courant théorique comme le féminisme décolonial latino-américains porté par les écrits de Rita Segato, María Lugones ou encore Ochy Curiel et d'autre part, dans des applications concrètes, comme le *feminismo comunitario* bolivien ou le mouvement des femmes zapatistes au Mexique⁵.

Ces derniers temps, on assiste, sur le continent américain, à une résurgence de mouvements sociaux féminins de grande ampleur dénonçant les violences fondées sur le genre ainsi que la difficulté, pour les victimes, de parler et d'être entendues en raison des normes culturelles, sociales et économiques qui maintiennent les femmes dans une position d'infériorité et alimentent ainsi l'impunité et la reproduction de ces violences. Depuis 2015, plusieurs pays en Amérique latine ont connu une vague de mobilisation sans précédent des femmes contre les violences sexuelles et domestiques et pour la conquête du droit à l'avortement. Né en Argentine à la suite d'un féminicide, le mouvement #Niunamenos a rapidement essaimé en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Chili, en Équateur, au Mexique, au Paraguay, au Pérou, en Uruguay et au Venezuela où les femmes et les minorités sexuelles se sont dressées pour dénoncer les multiples formes de violences qui leur étaient infligées et l'indifférence des pouvoirs publics⁶. Depuis #Vivasnosqueremos et #NoEstamosSolas sont aussi apparus. Initié aux Etats-Unis en 2017, #MeToo a donné une voix à celles qui ont subi

.

³ Molyneux Maxine, "Mobilization without Emancipation. Women's Interests, the State, and Revolution in Nicaragua." *Feminist Studies*, 1985, Vol. 11, n°. 2, pp. 227-254.

⁴ Shulamith Firestone et Anne Koedt, Notes from the Second Year: Women's Liberation, New York: Radical Feminist, 1970.

⁵ A propos du féminisme décolonial latino-américain voir notamment Segato Rita, "La norma y el sexo. Frente estatal, patriarcado, desposesión, colonialidad", in Karina Bidaseca. *Genealogías críticas de la colonialidad en América Latina, África, Oriente*, Buenos Aires, CLACSO. 2016; Lugones María, "Toward a Decolonial Feminism." *Hypatia*, 2010, vol.25 nº4, p.742-759; Curiel Ochy et Galindo María, *Descolonización y despatriarcalización de y desde los feminismos de Abya Yala*, ACSUR- Las Segovias, 2015.

⁶ Boesten Jelke, "Ni una menos Stares Down Conservative Reaction/ Ni una menos enfrenta una reacción conservadora." *NACLA*. 8 May 2018. https://nacla.org/news/2018/07/03/ni-una-menos-stares-down-conservative-reaction-ni-una-menos-enfrenta-una-reacci%C3%B3n.

harcèlement, agressions sexuelles et viols. Tous ces mouvements se caractérisent par leur volonté de penser comme une expérience collective les différentes violences subies de manière individuelle pour mettre en lumière les entrelacs de la culture patriarcale et la dimension systémique de l'oppression exercée à l'encontre des femmes et des minorités sexuelles. Ils ont acquis une dimension internationale grâce aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) qui ont facilité l'émergence de réseaux transnationaux de solidarités et leur ont donné une visibilité.

Si la relation entre intime et identités politiques se donne à voir dans les slogans et les discours militants, elle peut également se lire dans des sources moins exposées ou négligées sur la base de critères genrés⁷, c'est-à-dire considérées comme moins importantes politiquement ou encore moins fondées scientifiquement parce que rapportées au « féminin ». Du journal intime à l'autobiographie en passant par la correspondance et les publications sur les réseaux sociaux, de nombreux ego-documents revêtent une dimension politique dans leur évocation de l'intimité et des conflits entre identités vécues et normes de genre imposées. Ce numéro 15.2 de la revue *Textes & Contextes* à paraître en novembre 2020, souhaite donc mobiliser des recherches variées appartenant au champ des sciences humaines et sociales ou des lettres qui explorent les liens et les heurts entre intimités et identités politiques ainsi que l'appropriation de ces deux concepts par les femmes latino-américaines et/ou nord-américaines depuis le début du XXe siècle.

Les résumés des propositions d'articles compteront entre 300 et 500 mots et seront accompagnés d'un titre provisoire et de 5 à 6 mots-clés ainsi que d'une courte notice biographique. Il devront parvenir avant le 15 septembre 2019 aux coordinateurs de ce numéro, Christen Bryson, Elodie Gamache, Olivier Maheo et Anne-Claire Sanz-Gavillon, à cette adresse : femmesameriques@gmail.com

Les auteur.es seront notifié.e.s de l'acceptation ou du refus de leur proposition au plus tard le 30 octobre 2019. Il est à noter que l'acceptation lors de cette première phase de sélection n'entrainera pas automatiquement la publication de l'article.

Les articles rédigés en français, anglais ou espagnol (de 10000 mots maximum) devront être envoyés à la même adresse avant le 15 février, pour que ceux-ci soient soumis à une double relecture d'experts dont le résultat conditionnera la publication finale, avec ou sans modifications préalables.

Les normes de mise en page et de structuration du texte sont consultables à l'adresse suivante : https://preo.u-bourgogne.fr/textesetcontextes/index.php?id=1719

_

⁷ Sur la question des identités politiques, concept d'origine anglo-saxonne, qui désigne l'identité sociale de groupes formés autour de revendications qui les définissent, voir par exemple Michel Johann, *Mémoires et histoires: des identités personnelles aux politiques de reconnaissance*, Presses universitaires de Rennes, 2005. Par ailleurs, quant aux sources virtuelles négligées voir : Pastinelli Madeleine, « Pour en finir avec l'ethnographie du virtuel ! Des enjeux méthodologiques de l'enquête de terrain en ligne », *Anthropologie et Sociétés*, 2011, vol. 35, nº 1-2, p. 35-52.